questions de communication

**Questions de communication**

**20 | 2011**
**Évoquer la mort**

# Les nouveaux habits de la censure chinoise

*Chinese Censors' new Costumes*

**Alain Peter**

OpenEdition Journals

**Édition électronique**
URL : http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/2142
DOI : 10.4000/questionsdecommunication.2142
ISSN : 2259-8901

**Éditeur**
Presses universitaires de Lorraine

**Édition imprimée**
Date de publication : 31 décembre 2011
Pagination : 337-352
ISBN : 978-2-8143-0108-5
ISSN : 1633-5961

**Référence électronique**
Alain Peter, « Les nouveaux habits de la censure chinoise », *Questions de communication* [En ligne], 20 | 2011, mis en ligne le 01 février 2014, consulté le 01 mai 2019. URL : http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/2142 ; DOI : 10.4000/questionsdecommunication.2142

Tous droits réservés

questions de communication, 2011, 20, 337-352

> NOTES DE RECHERCHE

ALAIN PETER
Groupe de sociologie politique européenne
Université de Strasbourg
alain.peter@cuej.unistra.fr

# LES NOUVEAUX HABITS DE LA CENSURE CHINOISE

Résumé. — Le séisme du Sichuan en mai 2008 ouvre une nouvelle étape dans la politique du parti communiste chinois à l'égard de l'information. Depuis 1989, sa priorité allait à la suppression des mauvaises nouvelles. Depuis le séisme, poussé par l'évolution de la société et des technologies de communication, il laisse les médias rendre compte des événements soudains et en profite pour vanter son action. Cette situation ouvre des perspectives aux médias et confère davantage d'autonomie aux journalistes, mais elle ne signifie pas que la communication des idées et la presse deviennent libres. L'exemple du *Dongfang Zaobao*, un journal commercialisé de Shanghai qui attache une grande importance à la photographie d'actualité, montre comment les journalistes ont étendu leur champ d'action à l'occasion du séisme, mais rappelle aussi que le pouvoir réussit à canaliser l'opinion publique.

Mot clés. — Chine, journalisme, photographie, espace public, censure, communication.

Mars 2008 : les manifestations tibétaines prennent le pouvoir chinois par surprise. Comme d'habitude en ce cas, il organise le bouclage des zones concernées. Les journalistes étrangers, mais aussi ceux des médias commercialisés chinois, ne peuvent pas témoigner des événements. Seuls les représentants des organes officiels sont habilités à se rendre sur place. Ils ont pour mission d'exposer la violence des Tibétains, de taire leurs revendications et la sévérité de la répression. Certes, une partie de la population chauffée par les discours nationalistes soutient les autorités chinoises mais, dans l'ensemble, les événements ternissent l'image de la Chine. À quatre mois du début des Jeux olympiques de Pékin, ces manifestations rappellent que le problème tibétain demeure.

Mai 2008 : un tremblement de terre d'amplitude 8 cause près de 80 000 morts dans l'ouest de la Chine, surtout dans la province du Sichuan. À deux mois de l'ouverture des Jeux olympiques, le séisme perturbe le pays dans la préparation de l'événement qui marque son retour sur le devant de la scène mondiale. Cette fois, le pouvoir laisse les médias chinois et étrangers se rendre dans les zones touchées. La transparence à laquelle il semble se convertir est saluée en Chine comme à l'étranger.

À peine deux mois séparent ces deux événements. Pourtant, en terme de politique de communication, ils semblent très éloignés l'un de l'autre. Certes, les deux événements ne relèvent pas de la même catégorie : l'un est politique et l'autre est une catastrophe. Mais les deux ont des implications politiques et ceci justifie de comparer la façon dont ils ont été gérés. Ce changement n'a pas manqué d'étonner les journalistes chinois : « Nous discutons beaucoup entre nous. Nous ne comprenons pas ce qui se passe, confiait l'un d'entre eux en juillet 2008. Le pouvoir a-t-il tiré des leçons des manifestations tibétaines ? Les dirigeants ont-ils compris qu'empêcher le travail des médias augmente la suspicion du public ? ». Sur le moment, l'imminence du début des Jeux olympiques pouvait fournir une explication vraisemblable. Selon cette interprétation, Pékin cherchait seulement à faire bonne impression avant d'accueillir cet événement international. Mais avec le recul, le changement s'avère de plus longue portée. Depuis le séisme, les médias chinois et étrangers peuvent couvrir plus librement que par le passé les accidents, les catastrophes et même des manifestations. Cela ne fait pas de la Chine un pays où règne la liberté de la presse, mais le contraste avec la situation antérieure est saisissant. Les éléments de l'actualité dont les médias peuvent davantage rendre compte ont en commun d'être dramatiques, de survenir de façon imprévue et de ne pas toucher *a priori* à des questions politiques sensibles. Cet article postule qu'au printemps 2008, la politique de communication du pouvoir chinois en cas d'événements soudains a basculé dans une nouvelle période. De passive et défensive, soucieuse avant tout de masquer les mauvaises nouvelles, elle est devenue active et plus informative. La phase actuelle rappelle l'épisode d'ouverture du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS), en 2003. Mais, à l'époque, le pouvoir réagissait sous la contrainte : des révélations sur l'ampleur

de l'épidémie l'avaient placé sur la défensive et forcé à lever l'embargo sur l'information. De plus, le printemps 2003 de l'information s'est avéré éphémère. La situation est autre dans le cas du séisme du Sichuan. Cette fois, c'est le pouvoir qui décide de mettre en œuvre une nouvelle politique de communication et celle-ci se révèle durable. Cette politique accorde davantage d'autonomie aux médias et aux journalistes. Elle ouvre un autre chapitre dans la relation entre le pouvoir, les médias et le public chinois. En même temps, elle se limite aux événements soudains et maintient l'interdiction aux journalistes de questionner les responsabilités du pouvoir central dans la survenue et dans l'ampleur de ces drames. Le corpus de cette étude est constitué de trois types de sources recueillies auprès du *Dongfang Zaobao* (*Oriental Morning Post*), un quotidien de Shanghai qui attache une grande importance à la photographie d'actualité : des éditions du journal, un séjour en observation participante, des entretiens avec des photographes et des éditeurs photos. 19 éditions du *Dongfang Zaobao* publiées du 13 au 31 mai 2008 ont été rassemblées.

Dans ces éditions, le journal a consacré 248 pages sur 792 au séisme avec 321 images, dont 308 photographies et 13 infographies. Le séjour en observation participante a eu lieu en mai 2008, sous la forme de trois demi-journées passées au journal qui ont été l'occasion d'observer en direct le travail des employés. Enfin, 8 entretiens avec des photographes et des éditeurs photos ont été consacrés à la couverture du séisme par le journal. 6 d'entre eux ont eu lieu à Shanghai en mai, juillet et octobre 2008 et 2 dans le Sichuan en mai 2009. L'anonymat a été garanti aux journalistes interviewés. Cette étude de cas s'inscrit dans une thèse menée de 2005 à 2009 et consacrée à l'édition et à la production photographique du *Dongfang Zaobao*. C'est dans ce cadre que prennent leur sens le séjour en observation participante et les entretiens relatifs au travail du journal pendant le tremblement de terre. Quand le séisme a lieu en mai 2008, une relation s'était déjà installée depuis 2005 entre l'observateur et les journalistes qui a favorisé les échanges. Trois autres séjours en observation participante ont eu lieu entre 2005 et 2009, d'une durée variant d'une journée à une semaine. Au total, 41 entretiens se sont déroulés avec des photographes et des éditeurs photos du journal entre 2005 et 2009. La variété de ce corpus en fait l'intérêt. Par des voies complémentaires, il permet de démontrer que le quotidien a étendu son autonomie au moment de la couverture du tremblement de terre du Sichuan et rend possible l'analyse de cette mutation. Il souligne aussi les lignes rouges que le quotidien n'a pas franchies et l'influence du département de la propagande, l'organisme rattaché au parti communiste chargé de contrôler le contenu des médias. Toutefois, ce corpus comporte aussi des limites, voire certains biais. Malgré la confiance qui s'était instaurée depuis 2005, une barrière invisible continuait à séparer l'observateur étranger et les journalistes chinois. Certes, au détriment des règles de confidentialité imposées par la censure, photographes et éditeurs photos ont livré une part de la vérité interne du journal. Pour autant, d'autres éléments sont restés cachés. Par exemple, les textes des circulaires du Département de propagande n'ont pu être récupérés et la

participation à des réunions « coup de vent », durant lesquelles les directives de la censure sont transmises oralement, a été impossible. Par ailleurs, les directives les plus urgentes de la censure sont transmises à la rédaction par téléphone et ne laissent pas de trace écrite. Pour avoir connaissance des directives, l'observateur est nécessairement réduit à la bonne volonté de ses interlocuteurs, avec les risques d'erreurs, d'oublis, d'orientation que cela implique. Toutefois, ces risques ont pu être diminués par le recoupement de l'information auprès de plusieurs sources, internes et extérieures au journal.

Dans un premier temps, l'article appuie sa démonstration sur l'observation du travail du *Dongfang Zaobao*. Puis, il replace la production du journal dans le débat sur le rôle actuel des médias chinois. Il souligne que l'acceptation par les journalistes des règles de la « discipline de propagande » et l'attitude du lectorat réduisent les chances de voir naître une presse libre qui serait une composante d'un espace public chinois. De plus, le parti communiste s'avère expert dans la modernisation de sa gestion de l'information afin de garder le monopole de la parole et de l'action politique. Créé à Shanghai le 7 juillet 2003, le *Dongfang Zaobao*, fait partie de la presse commercialisée urbaine dont les observateurs soulignent le dynamisme depuis le début des années 90 (Lee, 2000 ; Zhao, 2008). Les réformes économiques chinoises ont en effet aussi touché les médias. D'un système entièrement planifié et contrôlé depuis le centre, le système médiatique est devenu dual : d'un côté, une poignée de médias « centraux » rattachés directement au parti communiste ou au gouvernement et qui vivent de subsides publics ; de l'autre, des centaines de publications commerciales qui tirent leurs revenus de la vente au public et des annonceurs. Les premiers forment les médias officiels et sont les courroies de transmission du pouvoir, les seconds évoluent dans une sorte d'entre-deux : soumis à l'obligation d'obtenir une licence pour avoir le droit de paraître ils ne sont pas indépendants, mais soucieux de rentabilité et leurs journalistes veulent produire des informations fiables. Le *Dongfang Zaobao* fait partie du groupe de presse Wenxin, lui-même rattaché au comité de Shanghai du parti communiste. Son tirage quotidien est de l'ordre de 400 000 exemplaires en 2009 pour une ville dont la population avoisine les 20 millions d'habitants. Le public ciblé par le journal est composé de décideurs et de cadres supérieurs de l'administration et des entreprises, âgés de 35 ans et plus. Surtout masculin, ce public dispose de revenus supérieurs à la moyenne. Il a une culture de l'image conférée par la télévision, la publicité et l'internet. Il est ouvert sur le monde, à l'image de Shanghai, point de jonction entre la Chine et l'étranger. L'importance que le journal accorde à la photographie d'actualité se lit à travers plusieurs paramètres. Le responsable du Centre visuel est en même temps vice rédacteur en chef du journal, une position rare dans les journaux chinois. La hiérarchie des salaires est également favorable aux personnels qui produisent et traitent les photos. Au *Dongfang Zaobao*, les photojournalistes sont les employés les mieux payés (de 450 à 500 euros par mois ; à Shanghai, le salaire minimum est de 96 euros par mois en 2010), puis viennent les éditeurs photos, les éditeurs d'articles, et enfin, les rédacteurs. À pagination équivalente, les photographes

du *Dongfang Zaobao* sont près de deux fois plus nombreux que ceux de son principal concurrent, le *Xinwen Chenbao*. Enfin, la photographie gagne de la place comme le montre le changement de maquette du journal intervenu en octobre 2006. De 2003 à 2006, la photographie occupait de l'ordre de 40 % de la surface de la page de couverture ; depuis, elle en représente au moins 50 %.

## Tester les limites : les techniques de contournement de la censure

Quotidiennement, un journal comme le *Dongfang Zaobao* reçoit par fax, du département de la propagande du parti communiste, des directives qui lui dictent la façon de traiter des sujets et lui interdisent d'en aborder d'autres. Ces interventions peuvent aussi prendre la forme de réunions « coups de vent » (*chuifenghui*) lors desquelles les directives sont détaillées oralement afin de ne pas laisser de traces écrites ou d'appels téléphoniques aux chefs de services en cas d'urgence. Dans tous les cas, le média est tenu d'appliquer les ordres sous peine de sanctions. Un média commercialisé comme le *Dongfang Zaobao* n'est pas considéré comme un organe officiel du régime, comme par exemple le *Quotidien du Peuple*. Mais comme tous les médias chinois, il n'en est pas moins au service du parti communiste. Les journalistes chinois disent que les médias sont « la gorge et la langue » (*houshe*) du parti communiste au sens où l'information qu'ils véhiculent vient du haut (le pouvoir) pour aller vers le bas (le peuple). En cas de transgression des ordres, des sanctions tombent : écriture d'une autocritique par la personne responsable, retenue sur salaire, blâme, renvoi, etc. Le *Dongfang Zaobao* a déjà expérimenté ces sanctions. Et pourtant, il ne se passe pas une journée sans que le journal enfreigne l'une ou l'autre des règles du contrôle de l'information. Il y est poussé par la nécessité économique et par la volonté de ses journalistes d'informer le lectorat. Toutefois, le journal ne peut désobéir frontalement au département de la propagande. Par conséquent, il recourt à des techniques de contournement que les journalistes résument sous l'expression « tester les limites » (*da cabian qiu*). Inspirée du tennis de table, cette tactique consiste à exploiter au maximum les marges d'autonomie, comme le joueur qui tente de faire rebondir la balle sur les lignes blanches du côté de son adversaire, là où le rebond de la balle est imprévisible. Le séisme survenu au Sichuan le 12 mai 2008 offre un vaste échantillon de ces techniques qui rappellent les formes de résistance, décrites par James Scott (1990 : 42), auxquelles recourent des groupes dominés face aux dominants. Pour ce dernier, « tout groupe dominé produit, de par sa condition, un texte caché aux yeux des dominants, qui représente une critique du pouvoir ». Dans le contexte chinois, cette critique ne peut pas prendre la forme d'un discours public et politique mais des formes détournées et « infrapolitiques ». Comme tous les journaux commercialisés, le *Dongfang Zaobao* s'est fait une spécialité de la couverture d'événements dramatiques et spectaculaires (accidents, catastrophes naturelles

et humaines) négligés ou passés sous silence par les médias officiels. Dès que la nouvelle du séisme est connue, il veut dépêcher au Sichuan deux envoyés spéciaux, un rédacteur et un photographe. Mais cette volonté se heurte à une circulaire du département de la propagande qui, dans l'après-midi du 12 mai, stipule qu'« aucun média n'est autorisé à envoyer des journalistes dans la zone du désastre ».

Face à cette opposition, le journal recourt à la technique de la « chasse en meute ». En effet, comme lui, tous les médias commercialisés chinois souhaitent envoyer des journalistes au Sichuan. Leur nombre fait leur force. « Lorsque des dizaines de journaux envoient des journalistes au même endroit, il devient difficile pour le département de la propagande de leur interdire l'accès à cet endroit », explique un photographe du journal. De fait, l'ordre du département de la propagande reste lettre morte. Le lendemain, le département de la propagande enjoint aux reporters de rester avec les équipes de secours. Mais ceux-ci décident de circuler librement en profitant du chaos qui règne durant les premiers jours après la catastrophe. Le nombre des envoyés spéciaux du journal et leur mobilité sur le terrain deviennent d'ailleurs des arguments commerciaux. Le 15 mai, le *Dongfang Zaobao* publie en bas de sa page de couverture les portraits de ses 12 journalistes qui se trouvent à ce moment au Sichuan. La carte précise leur localisation dans 7 endroits différents. Cette liberté de mouvement se traduit en contenus éditoriaux originaux. Ainsi le *Dongfang Zaobao* offre-t-il le 14 mai à ses lecteurs un des premiers récits non officiels de la catastrophe et de l'organisation des secours. Comme celles de l'agence officielle Chine nouvelle, les images publiées ce jour rendent compte de l'ampleur des destructions, mais également de la détresse et du dénuement de familles ; elles ne se focalisent pas sur les seuls secours et témoignent de la façon dont le journal se démarque de la version officielle des événements.

Ce travail a été salué par le *New York Times* (French, 2008). Une tendance similaire est repérée par trois chercheurs de Shanghai au sujet des mots employés dans les titres de cinq journaux de la métropole. Le *Dongfang Zaobao* serait le journal le plus tourné vers les « gens ordinaires » (Xue, Chen, Yu, 2008). Selon ces auteurs, le tremblement de terre du Sichuan marque « un grand progrès dans la façon dont les journaux chinois couvrent les événements dramatiques » (*ibid.* : 57). La liberté de mouvement et la volonté des journalistes du *Dongfang Zaobao* de vérifier par eux-mêmes la réalité sur le terrain relève du journalisme d'investigation. Avec la commercialisation des médias, ce genre journalistique est l'un des marqueurs des évolutions de la presse chinoise. Les journalistes du *Dongfang Zaobao* ne découvrent pas le genre au moment du séisme. Ils appliquent à cette occasion ce qu'il leur arrive de pratiquer à Shanghai et ailleurs en Chine quand les conditions le leur permettent. Dans l'introduction à un livre sur le journalisme d'investigation en Chine, Ying Chan rappelle que, « contrairement aux stéréotypes étrangers, les journalistes chinois poussent le bouchon pour découvrir le mal, ils partagent avec leurs collègues du monde entier le même sens de la mission. Mais ils travaillent

dans un environnement difficile, même hostile » (Bandurski, Hala, 2010 : 7). Au Sichuan, une fois surmonté le chaos initial, les autorités reprennent peu à peu le contrôle des mouvements. La liberté de circulation des journalistes s'en trouve réduite et, à Shanghai, la rédaction doit davantage se plier aux directives de la censure. Le journal use alors du reportage indirect. Dans ce cas, au lieu d'aborder ouvertement un sujet, le journal l'aborde de biais dans l'espoir que le lecteur comprenne l'allusion. Pour le séisme du Sichuan, cette technique est employée pour évoquer les « écoles tofu ». Ce terme désigne les centaines d'écoles effondrées en raison de la mauvaise qualité de leur construction. Le sujet est des plus sensibles puisqu'il implique l'idée d'une responsabilité des autorités dans le décès de milliers d'enfants. Le rapprochement est d'autant plus vite fait que les bâtiments officiels (sièges du parti, mairies, etc.) ont, eux, souvent résisté aux secousses. C'est la raison pour laquelle, dès le 13 mai, le département de la propagande intime l'ordre de « ne pas soulever de cas particuliers d'écoles lors des reportages sur les secours après le tremblement de terre ». Privé de la possibilité de rendre compte des raisons pour lesquelles des écoles se sont effondrées, le Dongfang *Zaobao* prend la censure à contre-pied. Il publie un reportage circonstancié pour expliquer comment un établissement est resté debout. En effet, le 25 mai, il publie un article de Zhu Yu, journaliste à l'agence Chine nouvelle, au sujet de l'école Sangzao dans le district d'Anxian. Durant des années, le directeur Ye Zhiping a bataillé auprès des autorités pour obtenir des financements afin de renforcer le bâtiment. L'article liste les sommes que Ye Zhiping a glanées et l'usage qu'il en a fait. Grâce à ses efforts, l'école ne s'est pas effondrée et aucun élève n'a été blessé.

La publication de ce récit n'a de sens que parce qu'il contraste avec les « écoles tofu ». Le journal espère que le lecteur saura lire entre les lignes et comprendra que la règle générale est celle de l'effondrement des écoles en raison de la mauvaise qualité de leur construction. Une autre façon d'évoquer indirectement les « écoles tofu » consiste à rendre hommage à des victimes. Le 21 mai, sur sa page de couverture, le *Dongfang Zaobao* présente 8 personnes décédées lors du séisme à l'intérieur d'un cadre de photo d'identité. Seuls 5 cadres sont remplis par des photos, les 3 autres restent vides car le journal n'a pas pu obtenir les images des personnes concernées. Sous les cadres sont indiqués le nom, le sexe, l'âge, le lieu et l'occupation des personnes. En apparence, la présentation est neutre, l'égalité de traitement entre les victimes du tremblement de terre paraît respectée. Mais la lecture des légendes des photos fait apparaître que 4 des 8 personnes décédées travaillaient dans des établissements scolaires comme responsables administratifs ou comme enseignants et qu'une cinquième photo représente une élève. La plupart des 8 victimes renvoient donc à la question des écoles effondrées. Le lecteur attentif peut comprendre que les écoliers et les cadres de l'éducation ont payé un trop lourd tribut au séisme. La technique de l'évocation indirecte est ambivalente dans ses effets. Elle peut être un moyen puissant de communication d'une information à condition que le lecteur soit déjà informé de son existence et soit en mesure de comprendre l'allusion contenue

dans le « texte caché ». Si oui, l'allusion "réveille" une information latente et contribue à son actualité. Mais elle peut aussi rater son objectif si le lecteur n'est pas déjà informé de l'information à laquelle elle fait écho. L'intérêt éditorial particulier du *Dongfang Zaobao* pour la photographie d'actualité lui fournit des moyens supplémentaires de contourner la censure. En principe, un média chinois local n'a pas le droit d'acheter directement des photos à l'étranger. Celles-ci doivent au préalable transiter par l'agence officielle Chine nouvelle. Mais celle-ci n'a accès qu'à une partie de l'offre des agences de presse étrangères (AFP, Reuters, etc.) et, de plus, elle procède à une censure. Cette situation ne convient pas à un journal comme le *Dongfang Zaobao*. Soucieux de l'originalité et de la qualité des images offertes à ses lecteurs, il veut élargir ses sources et se différencier de la concurrence. Or, la numérisation des fichiers et internet lui fournissent les moyens techniques d'un accès direct à l'offre de photos d'actualité des agences de presse étrangères et des agences photo privées qui se sont développées en Chine. Il leur achète des images et les imprime. Le *Dongfang Zaobao* recoure à cette pratique depuis sa création en 2003. Des statistiques internes au Centre visuel du journal montrent, par exemple, que sur les 412 photos publiées par le *Dongfang Zaobao*, du 24 au 31 octobre 2005, 7 % proviennent de Reuters et 8 % de l'AFP. Toutefois, cette pratique évolue dans une zone grise. Elle expose le journal à de possibles représailles de la part de l'agence Chine nouvelle. C'est pourquoi il supprime les crédits photos. Par exemple, la photo publiée le 29 mai (pp. 4-5) est l'œuvre de Nicky Loh de l'agence Reuters, mais elle n'est pas créditée. Par moments, les techniques de contournement employées par le journal prennent des formes extrêmement subtiles au point de prendre la forme du jeu du chat et de la souris. C'est le cas lorsque le risque est grand de se faire sanctionner mais que la possibilité d'engranger un avantage commercial en se différenciant des autres journaux constitue une forte incitation. Par exemple, le 20 mai, quand le *Dongfang Zaobao* publie sur sa page de couverture une photo en couleurs alors que le Département de la propagande exige que les journaux paraissent seulement en noir et blanc durant les trois jours de deuil national. L'astuce du journal consiste à publier une photo de Hu Jintao et de Wen Jiabao lors d'une minute de silence en l'honneur des victimes. Quel responsable du Département de la propagande osera critiquer le journal pour avoir publié une photo des dirigeants nationaux réalisée par l'agence Chine nouvelle ? Ce 20 mai, le *Dongfang Zaobao* est le seul journal de Shanghai à être imprimé en couleurs sur sa page de couverture ce qui lui vaut un surcroît de visibilité dans les kiosques à journaux et contribue à sa notoriété.

## La liberté de la presse reste hors d'atteinte

Ces exemples illustrent le courage des journalistes du *Dongfang Zaobao*. Comme la majorité de leurs collègues chinois, ils professent un attachement aux valeurs professionnelles du journalisme par opposition aux critères de l'information

socialiste (Pan, 2003). Ils courent des risques quand ils ne respectent ni la lettre ni l'esprit de la propagande. Pourtant, aucune des initiatives du *Dongfang Zaobao* durant la couverture du séisme du Sichuan ne lui a valu de sanctions, y compris les cas de désobéissance franches à des directives. Comment l'expliquer ? Par la ruse des journalistes ou bien par une nouvelle attitude du département de la propagande ? La réponse combine les deux raisons. Les journalistes chinois savent qu'ils ne peuvent pas franchir certaines lignes rouges tracées par le département de la propagande. La règle principale est simple et claire : les médias chinois n'ont pas le droit de critiquer le parti communiste, ni ses dirigeants. Plus précisément, un média local ne peut pas mettre en cause les autorités nationales, ni celles dont il dépend. Par exemple, le *Dongfang Zaobao* ne doit pas s'ériger en pouvoir face au comité de Shanghai du parti communiste. En l'absence de protection légale, franchir cette ligne revient pour les journalistes à s'exposer à une fin de carrière. En revanche, les médias chinois prennent fréquemment pour cibles des autorités situées à des niveaux inférieurs de la hiérarchie administrative ou bien ils enquêtent dans des territoires qui ne relèvent pas de leur autorité de tutelle.

Caractéristique de l'évolution des médias chinois, cette forme de journalisme d'investigation est qualifiée de « supervision médiatique extra-régionale » (*yidi jiandu*). Situé à l'ouest de la Chine, le Sichuan correspond à cette configuration puisque les journalistes du *Dongfang Zaobao* ne dépendent pas du département de la propagande de cette province et que rendre compte du séisme ne nuit pas à leur mentor de Shanghai. Et si le journal n'aborde pas de front la question des « écoles tofu » ce n'est pas en raison des autorités du Sichuan, mais de pressions venues de Pékin car l'enjeu politique est national. Les entretiens avec les journalistes du *Dongfang Zaobao* révèlent également quel leur conception du métier incorpore des limites à la liberté de la presse. En effet, ils respectent la « discipline de propagande » (*xuanchuan jilu*). Inscrit dans la constitution du parti communiste, ce concept stipule qu'« en aucun cas, un membre du parti ne diffuse auprès du public des opinions contraires à la ligne du parti, sa politique ou ses points de vue politiques ». Or, les dirigeants du *Dongfang Zaobao*, les chefs du service photo, mais aussi plusieurs journalistes de base, sont membres du parti communiste. D'autres journalistes sont membres de la Ligue de la jeunesse communiste. Qu'ils adhèrent à ces organisations par conviction ou bien par opportunisme pour favoriser leur carrière ne change rien au fait qu'ils s'imposent la discipline de propagande. Ainsi, au sujet de la couverture du séisme du Sichuan, un éditeur défend-il le silence du journal au sujet des « écoles tofu » en reprenant l'argument des autorités sur la nécessité de préserver la stabilité sociale : « Même si une dizaine de milliers d'enfants sont morts dans l'effondrement des écoles, ils ne sont qu'une partie des 80 000 morts. Pourquoi s'intéresser en particulier à eux au détriment des autres victimes ? Ce serait dresser une partie de la population contre une autre, cela créerait de l'instabilité sociale ». De son côté, un photographe estime impossible de mener une enquête indépendante à ce sujet : « Nous ne sommes pas des spécialistes en architecture. Nous ne savons pas par nous-mêmes évaluer les raisons de l'effondrement des écoles. Pour affirmer

qu'une école s'est effondrée parce qu'elle était mal construite, il faut l'avis d'un organisme officiel ou bien d'un spécialiste en architecture », déclare-t-il.

Pourtant, les journalistes auraient pu, par exemple, comparer le sort des bâtiments scolaires et des mairies dans les centaines de villages qu'ils ont parcouru au Sichuan. Ils auraient aussi pu interroger les nombreux architectes qui ont participé aux secours, si besoin sous couvert d'anonymat. Si les journalistes chinois s'avèrent parfois apathiques, c'est aussi parce que le lectorat est peu exigeant en matière d'informations politiques. Un sondage auprès d'un échantillon de lecteurs de journaux de Shanghai indique que ces derniers se satisfont pour l'essentiel de l'offre d'information à leur disposition[1]. Tous veulent avoir accès à des informations fiables au sujet de l'économie, des finances et des loisirs. En ces matières, ils demandent une diversité de sources et d'opinions. Si les journaux ne les leur fournissent pas, ils la cherchent sur internet et disent pouvoir la trouver. En revanche, les exigences de ces lecteurs en matière d'informations politiques sont beaucoup moins élevées. Seule une personne sur vingt voudrait connaître d'autres opinions politiques que celles émanant du pouvoir. Les autres personnes, soit ne s'intéressent pas à l'information politique, soit se contentent de la version officielle. Pourtant, tous les sondés ont conscience que la censure contrôle l'information politique. Mais comme le dit un employé de bureau pour expliquer sa résignation : « La passivité est une habitude. Je ne prends pas l'initiative de changer ma façon de penser ». En tout cas, aucun lecteur ne revendique la liberté de la presse ou bien la possibilité de critiquer le pouvoir. Ils semblent avoir intériorisé le dualisme entre un marché pluraliste et un pouvoir politique monopolisé par un parti. Les avancées dans le travail des journalistes notées à l'occasion de la couverture du tremement de terre du Sichuan ne doivent donc pas être confondues avec l'avènement de la liberté de la presse en Chine. Celle-ci suppose que soit réunit des conditions toujours absentes dans ce pays, notamment un état de droit et une protection légale du travail des journalistes, la possibilité pour les citoyens de choisir et de critiquer leurs dirigeants, etc. Toutefois, la situation n'est clairement pas figée. Non seulement les médias changent, mais ces derniers contribuent, en retour, à des évolutions dans l'organisation de l'agenda des décideurs politiques. Poussés par l'intérêt journalistique autant que commercial, les médias commercialisés placent au centre de l'attention publique des sujets que la presse officielle néglige ou passe sous silence. Ils contraignent ainsi les autorités à les prendre en compte et exigent d'eux de prendre position. Wang Shaoguang (2008 : 64) résume ce processus : « Alors que la compétition s'aiguise, les médias veulent être plus proches des gens ordinaires et enquêtent dans le domaine de la vraie vie et recherchent la vérité. De temps en temps, ils rendent compte d'événements sensibles et commentent des questions publiques sensibles. En procédant de

[1] Sondage réalisée par Chen Mengshu, entre novembre 2008 et 2009, auprès d'un panel de 20 lecteurs de journaux de Shanghai, âgés de plus de 35 ans, occupant des fonctions de cadres moyens et supérieurs, disposant d'un revenu supérieur à la moyenne.

la sorte, ils fournissent de plus en plus d'espaces dans lesquels des groupes sociaux variés expriment leurs besoins, leurs demandes, leurs intérêts, leurs préférences politiques ; ils aident à transformer les préoccupations du peuple en des questions publiques, contribuant ainsi aux récents changements politiques, législatifs et institutionnels du pays ».

## Canaliser l'opinion publique

C'est dans ce contexte qu'il faut analyser l'évolution de la politique du pouvoir à l'égard de l'information. Loin d'être statique, le parti communiste s'adapte à l'évolution des demandes sociales et des conditions techniques de la production de l'actualité. Son but est de garder le monopole sur la décision politique et d'empêcher l'expression de critiques. Il a également tiré la leçon que sa gestion de l'information doit évoluer. De ce point de vue, le bilan en matière de communication des manifestations tibétaines de mars 2008 semble avoir représenté un tournant. Comme si le pouvoir avait pris conscience à cette occasion que certaines vieilles habitudes ne pouvaient plus perdurer. Certes, depuis quelques années déjà les autorités chinoises assouplissaient leur contrôle en matière d'événements soudains. Par exemple, le 13 septembre 2005, le *Dongfang Zaobao* rendait compte de la levée par le pouvoir du secret d'État sur le nombre de morts lors de catastrophes naturelles : « Le nombre de morts dans des catastrophes naturelles n'est plus un secret d'État », se réjouissait alors le quotidien. Cette annonce satisfaisait le journal qui, comme toute la presse commercialisée apparue depuis le milieu des années 90, attire une partie de son lectorat grâce à la publication de nouvelles dramatiques et spectaculaires. Cependant, le journal évoluait dans une zone grise : ni ouvertement interdite ni vraiment autorisée, ce type de couverture était, au mieux, toléré par les autorités, sinon réprimé. De plus, la décision de septembre 2005 ne concernait qu'une petite partie de ce que recouvre la notion de secrets d'État en Chine. À coups de lois et de règlements, eux-mêmes en partie secrets, la notion est un fourre-tout dans lequel les autorités rangent toutes les informations qu'elles veulent empêcher le public de connaître. Cet arsenal comporte une sorte d'arme absolue conférée par l'article 4 des « mesures pour l'application de la Loi sur la protection des secrets d'État de la République populaire de Chine » qui rend possible le classement en secret d'État d'informations qui ne l'étaient pas au moment de leur publication. C'est cette épée de Damoclès que le pouvoir chinois semble avoir décidé de lever au moins en partie à l'occasion du séisme du Sichuan. Les changements dans la société chinoise, l'intégration de la Chine au monde, la diffusion des technologies numériques et la facilité de transmission des informations par les réseaux, notamment internet et la téléphonie mobile, rendent la censure pure et simple socialement et techniquement inefficace. Elle devient même contre-productive quand la mauvaise foi du pouvoir est démontrée. Puisqu'elles ne peuvent plus cacher ce type d'événements, les autorités chinoises prennent le

parti d'en informer le public et font le pari qu'elles tireront un bénéfice politique de cette ouverture. Le séisme du Sichuan montre que le pari du pouvoir peut être gagné. Excepté l'épineuse question des « écoles tofu », les autorités n'ont pour l'essentiel pas eu à se défendre du soupçon de cacher la vérité. Soucieux d'afficher sa proximité avec la population, le pouvoir a même réussi à forger l'image d'un communisme compassionnel symbolisé par son premier ministre Wen Jiabao désormais surnommé « Grand-père Wen ». Pour leur part, les journalistes sont heureux de démontrer leurs compétences professionnelles. Enfin, le public est satisfait de recevoir davantage d'informations. Comment un surcroît d'autonomie accordée aux médias d'information peut à la fois profiter aux journalistes, au public et au pouvoir est illustré par l'une des innovations éditoriales du *Dongfang Zaobao* lors de sa couverture du tremblement de terre du Sichuan. Journal de rang provincial, il n'a pas le droit de réaliser lui-même des images des dirigeants nationaux. Seuls les médias nationaux, tels l'agence Chine nouvelle, sont habilités à le faire. Pourtant, il profite de la présence dans la ville de Beichuan, le 16 mai, d'un de ses photographes à l'occasion d'une visite du président chinois Hu Jintao pour réaliser et publier une image. Cette initiative rompt avec une des règles les plus strictes du département de la propagande. En même temps, l'image est conforme au crédo de la propagande qui veut convaincre de la « proximité » des dirigeants avec le peuple. Non seulement, elle respecte le mantra idéologique, mais elle le propage auprès du lectorat d'une façon sans doute plus efficace que ne le pourraient les médias officiels. Dans cet exemple, le journal poursuit un double jeu : par souci commercial et volonté éditoriale il se démarque de la propagande et, en même temps, par fidélité idéologique au parti communiste il lui renouvelle son allégeance. Des situations de crises soudaines survenues après le séisme du Sichuan indiquent que la nouvelle politique de communication est durable. Par exemple, bloggeurs et presse ont pu rendre compte des émeutes survenues à Weng'an, dans la province de Guizhou, le 28 juin 2008, déclenchées à la suite de la libération par la police locale des assassins présumés d'une adolescente. Scénario identique à Menglian, dans la province du Yunnan, en juillet de la même année. Puis à Longang, dans la province du Gansu, en novembre 2008. Dans ces exemples, la censure locale a tenté de s'interposer. Mais, en définitive, l'information a circulé. Ces événements ont en commun de mettre sur la sellette l'action de responsables locaux. Les latitudes accordées à la circulation de l'information ressemblent à une façon pour les autorités centrales, à Pékin, de contrôler l'action des détenteurs locaux du pouvoir (Li, 2008).

Les évolutions en cours bénéficient aussi d'un nouveau cadre légal grâce à l'entrée en vigueur, le 1er mai 2008, soit douze jours avant le tremblement de terre du Sichuan, d'une loi sur la transparence de l'information gouvernementale. Son article 6 stipule que « les organes administratifs doivent diffuser l'information gouvernementale rapidement et avec exactitude » (Règlements de la République populaire de Chine sur la transparence de l'information, 2008). De façon plus surprenante, la nouvelle politique de communication s'est également fait sentir lors des manifestations au Xinjiang, à partir du 5 juillet 2009. Comme les

manifestations tibétaines de 2008, elles touchaient à la question très sensible de l'unité du pays. Et comme dans le cas tibétain, l'agence Chine nouvelle a diffusé des vidéos pour démontrer la violence des Ouïghours et dénoncer les « séparatistes ». Les médias chinois ne pouvaient pas publier d'autres versions que celle-ci. Toutefois, alors que les journalistes étrangers n'avaient pu se rendre au Tibet immédiatement, et par la suite seulement à l'occasion de voyages organisés par les autorités, il en est allé autrement au Xinjiang. Cette fois, ils ont pu se rendre sur les lieux dès le 6 juillet. Comme ses confrères, le journal *Le Monde* avait relevé la nouveauté : « Contrairement aux émeutes du Tibet en mars 2008, où les journalistes étaient interdits de séjour dans la province, Pékin les autorise à aller et venir, tout en gardant un contrôle de leur travail » (Franchineau, 2008). Les changements dans la façon dont les journalistes peuvent travailler en Chine rendent d'autant plus frappant la permanence de certains domaines interdits, notamment les sujets proprement politiques. L'activité des principaux dirigeants, les réunions au sommet du parti communiste, les contestations par les dissidents, etc. ne peuvent toujours pas être abordés de façon autonome par les médias chinois. La censure dont a fait l'objet en Chine l'attribution du prix Nobel de la paix à Liu Xiaobo rappelle les limites des évolutions de la communication du pouvoir. Si l'existence d'une nouvelle politique de communication semble ainsi avérée, il est aussi possible de différencier des niveaux d'application. La plus grande latitude pour les médias semble désormais possible dans le cas de catastrophes naturelles. Des possibilités nouvelles sont apparues pour la couverture d'événements mettant en exergue l'action de responsables locaux. Dans le cas de manifestations ethniques, le simple déni des faits n'est plus pratiqué. Mais la censure reste opaque pour les opposants déclarés au régime. Quatre mois après les manifestations tibétaines et un peu plus d'un mois après le séisme du Sichuan, Hu Jintao a exposé la nouvelle politique de communication lors d'une visite, le 20 juin 2008, au *Quotidien du Peuple*. « Nous devons perfectionner notre système de diffusion de l'information et améliorer notre système de compte rendu d'informations soudaines et publiques, diffuser des informations officielles au plus tôt, améliorer la rapidité, augmenter la transparence et fermement prendre l'initiative dans le travail de propagande de l'information », déclarait le président chinois (Hu, 2008).

## Conclusion

À l'occasion du tremblement de terre du Sichuan, les autorités chinoises sont entrées dans une nouvelle période en matière de gestion de l'information. L'objectif n'est plus de cacher les nouvelles relatives aux crises soudaines, mais de les porter à la connaissance du public d'une façon favorable au pouvoir, pour éviter le soupçon de censure et pour montrer l'efficacité de l'action des autorités. Dorénavant, les organes de presse que contrôlent directement les autorités, notamment l'agence Chine nouvelle, ont pour mission d'être les premiers à

rendre compte des accidents, catastrophes, manifestations. Le pouvoir espère ainsi gagner en crédibilité. L'objectif n'est toutefois pas de favoriser la liberté de la presse qui serait une composante d'un espace public chinois en formation. Cette situation peut donner lieu à deux lectures. La première estime que le pouvoir chinois manœuvre en recul. Désormais incapable d'empêcher la diffusion des mauvaises nouvelles, il sauverait les meubles au prix d'une plus grande autonomie accordée aux journalistes qui pourrait finir pas se retourner contre lui. La deuxième lecture souligne la capacité du pouvoir chinois à adapter son contrôle de l'information aux nouvelles circonstances afin de préserver son monopole politique. Dans cette hypothèse, nous assisterions à une modernisation de la censure. Dialectique, la réalité combine ces deux lectures sans qu'il ne soit possible de prédire l'avenir. La nouvelle politique restera-t-elle circonscrite aux informations soudaines et dramatiques ou bien s'étendra-t-elle à des pans de l'actualité davantage politique ? Dans quelle mesure sera-t-elle durable alors qu'elle introduit un élément d'instabilité dans le contrôle de l'information ?

## Références


Balme S., 2004, *Entre soi. L'élite du pouvoir dans la Chine contemporaine*, Paris, Fayard.

Bandurski D., 2008, « Propaganda leaders scurry off to carry out the "spirit" of Hu Jintao's "important" media speech ». Accès : http://cmp.hku.hk/2008/06/25/1079, consulté le 30/10/10.

Bandurski D., Hala M., 2010, *Investigative journalism in China. Eight cases in Chinese watchdog journalism*, Hong Kong, Hong Kong University Press.

Brady A.-M, 2006, « Guiding hand : the role of the CCP Central propaganda department in the current era », *Westminster Papers in Communication and Culture* 3, 1, pp. 58-77.

De Burgh H., 2003, *The Chinese Journalist. Mediating information in the world's most populous country*, London, Routledge.

Franchineau H., 2008, « Pékin tente de contrôler l'information au Xinjiang », *Le Monde*, 8 juil. Accès : http://www.lemonde.fr/asie-pacifique/article/2009/07/08/pekin-tente-de-controler-l-information-au-xinjiang_1216853_3216.html.

Hu J., 2008, « Hu Jintao zai Renmin Ribaoshe kaocha gongzuode jianghua », Discours prononcé lors de la visite au *Quotidien du Peuple* (20/06/08). Accès : http://news.xinhuanet.com/politics/2008-06/26/content_8442547.htm, consulté le 30/10/10.

Lagerkvist J., 2006, « In the crossfire of demands. Chinese news portals between propaganda and the public », pp. 42-63, *in* : Damm J, Thomas, S. dirs, *Chinese cyberspaces : technological changes and political effects*, London, Routledge.

Lee C., 2000, *Power, money, and media : communication patterns and bureaucratic control in cultural China*, Evanston, Northwestern University Press.

Li D., 2008, « The Weng'an model : China's fix-it governance ». *Open Democracy* (30/07/2008). Accès : http://www.opendemocracy.net/article/the-wengan-model-china-s-fix-it-governance.

Mesures pour l'application de la Loi sur la protection des secrets d'État de la République populaire de Chine. Accès : http://www.stats.gov.cn/tjgl/swdcglgg/xgfg/t20041118_402209111.htm, consulté le 30/10/10.

Pan Z., Chan M., 2003, « Shifting Journalistic Paradigms : How China's Journalists assess "Media Exemplars" », *Communication Research*, 30, pp. 649-682.

Peter A., 2010, « Querelles d'images en Chine », communication présentée au colloque *Images, médias, et politique*, 18-20 nov., Paris.

Réglements de la République populaire de Chine sur la transparence de l'information gouvernementale, 2008. Accès : www.law.yale.edu/documents/pdf/Intellectual_Life/Ch_OGI_Regualtions_Eng_Final_051607.pdf.

Scott J., 1990, *La domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*, trad. de l'anglais par O. Ruchet, Paris, Éd. Amsterdam, 2008.

Sun W., 2010, « Alliance and tactics among government, media organizations and journalists : a description of public opinion supervision in China », *Westminster Papers in Communication and Culture*, vol. 7(1), pp. 43-55.

Wang H., 2010, « How big is the cage ? An examination of local press autonomy in China », *Westminster Papers in Communication and Culture,* vol. 7(1), pp. 56-72.

Wang S., 2008, « Changing models of China's Policy agenda setting », *Modern China* 34, 1, pp. 58-87.

Xue K., Chen X., Yu M., 2008, « Recherche sur les mot clés des titres de cinq importants journaux de Shanghai au sujet du séisme du 12 mai » (*Shanghai wujia zhuliu baozhi guanyu 5.12 dizhen xinwen baodaode zhutici yanjiu*), *Xinwen Daxue*, 3, pp. 53-62.

Zhao Y., 2008, *Communication in China : Political economy, power and conflict*, Lanham, Rowman and Littlefield.